

## Perspectives nationale et internationale dans l'étude du PCF et du PCI

Luca Sollai

*Émulations - Revue de sciences sociales*

2018, n°26, « Repenser la dichotomie 'national vs international' »

Article disponible à l'adresse suivante

---

<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations/article/view/sollai>

Pour citer cet article

---

Sollai Luca, « Perspectives nationale et internationale dans l'étude du PCF et du PCI ».

*Émulations*, N° 26, pp. 19-36. Mise en ligne le 15 décembre 2018.

DOI : 10.14428/emulations.026.02

Distribution électronique : Université catholique de Louvain (Belgique) : [ojs.uclouvain.be](https://ojs.uclouvain.be)

© Cet article est mis à disposition selon les termes de la Licence *Creative Commons Attribution, Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International*. <http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>

Éditeur : Émulations – Revue de sciences sociales / Presses universitaires de Louvain

<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations>

ISSN électronique : 1784-5734

# Perspectives nationale et internationale dans l'étude du PCF et du PCI

---

Luca Sollai<sup>1</sup>

**[Résumé]** Les concepts de « national » et « international » sont primordiaux dans l'étude des partis communistes français et italien. Dans la logique de la guerre froide, les deux partis ont dû essayer de concilier leurs exigences nationales avec les enjeux géopolitiques internationaux et soviétiques. La synthèse n'a pas été toujours évidente, et cette difficulté émerge dans le débat historiographique. Une approche conflictuelle a été privilégiée par les historiens des deux partis, et ces deux concepts n'ont pas été analysés comme deux aspects d'une problématique globale, mais plutôt par opposition l'un à l'autre. Après avoir examiné les positions de certains historiens, nous proposons une analyse de la problématique plus neutre et organique, en présentant comme cas d'étude l'utilisation des symboles nationaux par les deux partis. On a choisi une approche comparative à cause des similitudes des deux partis dans leur situation géopolitique, et car dans les deux cas on a vu l'affirmation de deux écoles de pensée opposées et conflictuelles.

**Mots-clés :** Communisme ; PCF ; PCI ; national ; international.

**[Abstract]** The concepts of "national" and "international" are crucial in the study of the French Communist Party and the Italian Communist Party. The two most important communist parties in Western Europe have always tried to reconcile their national political proposals with USSR international and geopolitical issues. The synthesis was not always easy, and this difficulty emerges in the historiographical debate of the two parties. A conflictual approach has been developed by historians of both parties, and these two concepts have not been analyzed as two aspects of a global perspective, but rather as opposed one to another. After examining the thesis of some historians, we propose an organic and more neutral approach, using as a case of study the utilization of national symbols by both parties. We chose a comparative approach because the geopolitical and historical situation of the two parties presented some similarities. Also, we can observe, with some differences, the affirmation of two conflicting historiographical school of thoughts.

**Keywords:** Communism; PCF; PCI; national; international.

## 1. Le PCI et le PCF : poids et influence des concepts « international » et « national »

Les concepts de national et d'international ont une place de première importance dans l'analyse historique, au sein de plusieurs approches. L'analyse de l'importance et de

---

<sup>1</sup> Doctorant en histoire à l'Université de Montréal.

l'impact de ces deux concepts est essentielle dans les cas du Parti communiste italien (PCI) et du Parti communiste français (PCF). Dans l'historiographie des deux partis, les perspectives « nationale » et « internationale » du PCI et du PCF sont marquées par une logique conflictuelle, avec une approche d'exclusivité, à travers des analyses qui visent à établir la prédominance d'un facteur sur l'autre. Les questions que nous nous posons sont multiples. Quelle est la raison de cette approche conflictuelle ? Est-ce que le débat historiographique a été conditionné par des enjeux externes ? Est-ce que cette approche conflictuelle est la seule qui soit possible ou les concepts de « national » et « international » pourraient-ils être intégrés dans une analyse d'ensemble ? Le développement d'une approche conflictuelle est-il justifié par les thèses présentées par les historiens ?

Ce travail n'utilisera donc pas de sources primaires, mais se penchera sur l'analyse de l'historiographie de chacun des deux partis, pour présenter des pistes de réflexion concernant l'approche conflictuelle de l'analyse des historiens et pour en proposer une qui sorte de ce dualisme. Après avoir défini de manière analytique les concepts « international » et « national » par rapport au Parti communiste français et au Parti communiste italien, nous nous pencherons sur l'historiographie la plus récente pour comprendre comment ces deux aspects ont été abordés et s'il existe des points de contraste dans l'analyse des historiens.

La question « international-national » a donc été la plus importante clé de lecture à l'intérieur du débat historiographique des deux partis. Pour les raisons que nous venons de présenter, nous comprenons que la question « internationale » et « nationale » ait été abordée dans le cadre d'une dichotomie conflictuelle, car ces deux perspectives ont déterminé l'action du PCF et du PCI après la Seconde Guerre mondiale et pendant la Guerre froide. Ces deux éléments ont été polarisants, au point où ils ont conditionné les débats historiographiques relatifs aux deux partis. Pour ces raisons, nous avons choisi une approche comparative de deux partis, surtout parce qu'il nous semblait important de mettre en relief les similitudes et les différences dans l'historiographie de deux partis communistes, les plus importants de l'Europe occidentale. Ceux-ci se sont trouvés dans une situation similaire après la Deuxième Guerre mondiale. Expulsés des gouvernements nationaux, ils ont rapidement dû trouver un compromis entre leurs politiques nationales et les enjeux internationaux qui concernaient l'Union soviétique.

## **2. « International » et « national » : définition et importance dans les mouvements communistes**

Il faut d'abord bien encadrer les sphères « internationale » et « nationale » par rapport à la doctrine communiste. L'internationalisme dans la doctrine communiste a tenu un rôle central depuis la naissance de la Russie soviétique : dans le but ultime de propager la révolution communiste dans le monde pendant la vague insurrectionnelle européenne des années 1919-1920, Lénine a créé en 1919 la Troisième Internationale, ou Ko-

minterm. L'idée était de créer un parti révolutionnaire mondial avec l'objectif de former des fractions communistes nationales, embryons de futurs partis communistes. Cette organisation sera dirigée par le Comité exécutif (CEIC), qui sera progressivement dominé par le Parti communiste soviétique (Courtois, 2007 : 310-311). On voit dans cette interprétation comment la sphère reliée à l'international comporte une double matrice : subversive et dépendante du Parti communiste de l'Union soviétique.

Une décennie plus tard, la sphère nationale émerge quand Staline, pour freiner la montée du fascisme en Europe, autorisait les partis communistes nationaux à engendrer des alliances temporaires avec d'autres forces politiques pour contrecarrer la droite fasciste : le cas le plus emblématique est celui du PCF qui, dans l'expérience du Front Populaire entre 1936 et 1938, sera allié avec les socialistes et les radicaux (Courtois, 2007 : 312-313). Les alliances dans le but de favoriser la défense nationale contre les nazis-fascistes se poursuivront avec la Résistance durant la Deuxième Guerre mondiale, alors que le PCF et le PCI participeront aux gouvernements d'unité nationale et dans la transition qui suit vers la démocratie.

On peut donc voir déjà dans la genèse de ces deux sphères, les bases qui caractériseront le débat historique dans les décennies à suivre : l'aspect « international » vu comme subversif et qui dénote une dépendance du PCF et du PCI vis-à-vis de Moscou, et l'aspect « national » vu comme une expression de l'autonomie de deux partis du Parti Communiste de l'Union soviétique (PCUS).

### **3. Le débat historiographique sur le PCF et le PCI : entre la voie nationale et l'asservissement à Moscou**

Le débat historiographique autour des deux partis et leurs dilemmes politiques entre le cadre national et l'internationalisme communiste a été différent en France et en Italie. Il faut se rappeler que les deux courants historiographiques du PCI et du PCF ont suivi des parcours différents. Comme presque toutes les histoires des Partis communistes, dans une première période de la recherche historiographique, l'histoire du PCI et du PCF ont été écrites par les partis eux-mêmes suivant le modèle du manuel de l'histoire soviétique<sup>2</sup>.

Dans le cas italien, la naissance d'une historiographie officielle du parti se situe dans la période post-deuxième guerre mondiale, même si les premiers éléments de l'interprétation ont été développés dans les années 1930 dans le cadre de la théorie gramscienne (Grosso et Puda, 2000 : 67). L'année 1945 est aussi la date de naissance du

---

<sup>2</sup> Le manuel de référence est Comité centrale du PC central de l'URSS (1949), Histoire du Parti communiste /bolchévik/ de l'U.R.S.S. : Précis rédigé par une commission du Comité central du P.C. de l'U.R.S.S., Moscou, Editions en langues étrangères, 1949.

même type d'historiographie au sein du PCF. Les deux partis avaient une vision « sacrale » (Groppo, 2013 : 189) de l'histoire du parti, à forte connotation stalinienne.

En parallèle à l'histoire écrite par les Partis communistes, deux autres catégories s'affirment : l'historiographie non « orthodoxe » faite par des communistes nommés « hérétiques » ou « dissidents<sup>3</sup> » et l'historiographie des ex-communistes devenus par la suite des anticommunistes militants<sup>4</sup>. Ces deux groupes mettaient en lumière des aspects qui n'étaient volontairement ou involontairement pas traités par l'histoire officielle du parti. L'ensemble des catégories ne développaient pas de travaux faits avec rigueur académique et, pour cette raison, ont souvent présenté une vision biaisée, soit en faveur ou soit contre le communisme.

L'année 1956 est le grand tournant dans l'historiographie des deux partis communistes : après la mort de Staline (1953) et le XX<sup>e</sup> congrès, le PCI, contrairement au PCF, sépare sa légitimité de la légitimité stalinienne. Ce choix se reflétera aussi dans l'historiographie du PCI. À partir des années 1960, en effet, une historiographie fondée davantage sur la rigueur académique que sur des critères politiques commence à s'affirmer. Les travaux d'historiens tels que Spriano<sup>5</sup> et Ragionieri<sup>6</sup> sont composés pendant cette période. Les nouveaux dirigeants communistes, moins conditionnés par l'histoire récente, ouvrent la porte aux historiens, participent à la recherche historiographique et donnent leur contribution à des travaux de qualité académique. Ceci engendre une grande quantité de productions historiographiques et l'application des règles académiques ; se produit alors rapidement un dépassement du cadre conceptuel stalinien en faveur d'un cadre neutre et équilibré. Nous ne pouvons pas dire la même chose de l'historiographie du PCF, alors encore caractérisé par une vision conflictuelle qui reflète la dichotomie entre les aspects « national » et « international ».

Après les années 1960, le PCF offre, à travers l'Institut Maurice Thorez et les Cahiers d'histoire de l'ITM, une nouvelle version de l'histoire du PCF qui est très proche de l'histoire officielle du parti. Un autre courant est caractérisé par le travail lié au Mouvement Social<sup>7</sup> fondé par Jean Maitron, mais ses auteurs sont souvent des sympathisants ou militants de la cause communiste. Pour cette raison, ils présentent des problèmes

---

<sup>3</sup> Dans cette catégorie, nous pouvons inclure : Fernando Claudín (1970), *La Crisis del movimiento comunista* et Roy Medvedev avec plusieurs ouvrages comme *Le stalinisme : origines, histoire, conséquences* (Medvedev, 1972).

<sup>4</sup> Dans ce troisième groupe, les œuvres de Boris Souvarine (1972), *Le stalinisme : ignominie de Staline*, et d'Angelo Tasca (1951), *Les communistes français pendant la drôle de guerre*, sont remarquables.

<sup>5</sup> Paolo Spriano est l'auteur de *Storia del Partito comunista italiano*, vol. 1-5.

<sup>6</sup> La majorité des travaux sur le communisme d'Ernesto Ragionieri sont des œuvres qui traitent du socialisme ou du marxisme. Il a supervisé les trois premiers volumes de *Opere* de Palmiro Togliatti (1967).

<sup>7</sup> En 1958 Jean Maitron est le créateur du Dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement social, communément appelé *Mouvement social* ou *Le Maitron*.

similaires à ceux des auteurs précédemment mentionnés. Les travaux qui présentent un cadre conceptuel différent ont été développés sous la supervision d'Annie Kriegel, mais ces œuvres reflètent l'approche polémique de l'auteure envers le communisme<sup>8</sup>, dans une logique conflictuelle. Avec la fondation de la revue *Communisme* par Annie Kriegel, entre les années 1975 et 1989, de jeunes historiens travaillent sur divers aspects du communisme et pour cette raison, de nombreux travaux d'intérêt scientifique sont produits pendant cette période. La situation connaît une radicalisation, paradoxalement, avec l'ouverture des archives du Komintern, mais cette fois à l'avantage des non-communistes. Ces derniers voient dans l'ouverture des archives une occasion pour reconfigurer l'histoire du communisme, refusant tous les travaux qui ne sont pas basés sur ces sources primaires.

On peut donc voir une différence notoire entre le cas du PCI et du PCF. En Italie, le parti a permis, après 1956, que des études soient réalisées par des universitaires, en favorisant une historiographie équilibrée et rigoureuse. Dans le cadre français, toutefois, la position du PCF, qui voulait contrôler la production des publications pour donner une version de l'histoire officielle du parti, a causé une situation d'opposition qui a fortement conditionné la production historiographique. En raison de ce différent parcours évolutif de l'historiographie, la description du PCF a souvent été celle d'un parti léniniste, révolutionnaire, sectaire et internationaliste, tout le contraire du PCI, qui a été analysé comme un parti plus pragmatique, réformiste et enraciné dans la société (Guiat, 2003 : 2).

Dans l'évolution de l'historiographie, par contre, ces deux interprétations sur la nature des deux partis ont été discutées suivant différents cadres d'analyse. Dans les deux cas, on peut noter une particularité : plusieurs historiens ont eu de la difficulté à trouver des similitudes entre la vision du parti communiste italien et français, ayant souvent tendance à ne pas nuancer leur analyse (Guiat, 2003 : 3). Dans le cas du parti communiste français, la contestation de l'historiographie officielle ou proche du parti faite par Annie Kriegel a porté une analyse soulignant la dimension internationale du parti, vu comme une entité politique étrangère implantée sur le territoire français et qui a toujours agi, après sa bolchevisation, dans le cadre de l'internationalisme communiste en dépit des problématiques nationales. Cette ligne d'analyse a été suivie par Stéphane Courtois (1980) et Jean-Jacques Becker (1981) selon lesquels la politique du PCF après la Deuxième Guerre mondiale était de se rapprocher du général de Gaulle et la décision d'abandonner les tactiques insurrectionnelles était le produit d'une stratégie géopolitique soviétique. Toutefois, le courant « kriegelien » ne refuse pas totalement la dimension nationale et sociale du parti communiste, mais il énonce que dans le cas d'une concurrence entre les problématiques nationales et internationales, le PCF sacrifiait ses intérêts nationaux pour suivre les directives de Moscou (Guiat, 2003 : 22).

---

<sup>8</sup> Le travail qui exprime le plus cette position « missionnaire » d'opposition au communisme est celui d'Annie Kriegel (1970), *Les communistes français : essai d'ethnographie politique*.

En réaction à cette ligne historiographique rivée sur Moscou, certains auteurs ont proposé une analyse différente du PCF, en mettant l'accent sur l'implantation du PCF dans la vie politique et dans la société. Serge Wolikow, Jean-Paul Scot et Georges Lavau mettent en évidence cet aspect en refusant la thèse de Kriegel d'une subordination du PCF à Moscou (Guiat, 2003 : 17). Ils valorisent plutôt son action dans le système démocratique des partis français. Le problème est que dans leurs analyses, ces derniers mettent de côté l'aspect international (Guiat, 2003 : 10), et donc échouent eux-aussi à décrire un cadre équilibré entre facteurs nationaux et enjeux internationaux.

L'évolution de l'analyse historiographique du Parti communiste italien diffère dans sa forme, mais mène à des conclusions similaires. À partir des années 1960, une historiographie fondée davantage sur la rigueur scientifique que sur des critères politiques commence à s'affirmer. Les travaux d'historiens tels que Paolo Spriano (1967-75) paraissent pendant cette période. Ce nouvel aspect fait alors naître une grande quantité de productions historiographiques et ceci favorise le développement d'un cadre conceptuel neutre et équilibré. À l'intérieur de ce cadre, la description du Parti communiste italien comme un phénomène essentiellement implanté dans la société italienne (national) acquiert un caractère presque hégémonique, en Italie et à l'étranger, avant d'être remis en question seulement à partir de la moitié des années 1990 (Guiat, 2003 : 11).

La question du PCI comme une force nationale implantée dans la société italienne a été soulevée par plusieurs historiens : dans *L'altra faccia della Luna* (Rossi et Quagliarello, 1997) – un recueil d'articles réunis à la suite d'un colloque organisé par l'université Luiss de Rome et l'université de l'Aquila, qui a été le dernier colloque de Annie Kriegel avant sa mort – cette interprétation est majoritaire. De plus, on peut considérer cet ouvrage comme une synthèse de l'école « kriegelienne » avec le nouveau courant historiographique italien : des auteurs comme Michail Narinsky (1997), Gaetano Quagliarello (1997), Marc Lazar (1997), Stéphane Courtois (1997), Philippe Buton (1997) et Leonid Gibiansky (1997) analysent à travers différents travaux, l'interaction que le PCI et PCF ont eue avec l'Union soviétique. Dans le cas italien du PCI, ils remettent en question le développement d'une politique principalement nationale et implantée dans la société, tandis que dans le cas du PCF, ils confirment la clé de lecture de l'école kriegelienne.

Il faut souligner d'abord que dans les deux cas, l'analyse des historiens met en relief la prédominance absolue de Moscou et donc de l'internationalisme plutôt que l'aspect de la politique nationale et la dimension sociale des deux partis. Les exemples sont nombreux : Quagliarello, Lazar, Kriegel, Courtois et Gibiansky orientent leurs analyses vers cet aspect, et ils élaborent différentes études de cas. Lazar analyse la transition démocratique en France et en Italie après la Deuxième Guerre mondiale et compare les deux écoles de pensée : celle qui présentait le PCF et le PCI comme deux partis exceptionnels et autonomes face à Moscou, et l'école kriegelienne qui contestait cette autonomie et qui décrivait les deux plus grands partis communistes occidentaux comme des exécutants de la stratégie internationale de Moscou (Lazar, 1997 : 79-83). Lazar appuie la deuxième thèse et explique comment la stratégie des deux partis au lendemain

de la Deuxième Guerre mondiale est née après les rencontres Staline-Togliatti en mars 1944 et Staline-Thorez en novembre de la même année (Lazar, 1997 : 92). L'historien français, dans un article successif, analyse l'année 1947 et explique comment, à la suite des critiques reçues lors du congrès constitutif du Kominform, Thorez réalisa la portée des enjeux internationaux et la nécessité de se rallier aux directives de Moscou. Selon Lazar, au début le PCF bascule entre la nécessité de conjuguer les revendications nationales, comme dans le cas des grèves ouvrières de 1947, et les nouveaux enjeux internationaux. Lazar explique que Thorez, pendant l'année 1948, laissa de côté « ses dernières scories de national-thorezisme » pour se rallier aux directives de Moscou, à cause « des difficultés du PCF et de Thorez en personne à penser leur politique » (Lazar, 1999 : 372).

La position de Courtois, qui analyse essentiellement le même horizon temporel et en particulier la lutte du PCF pour la prise du pouvoir pendant la résistance et après la libération, est encore plus tranchée : selon lui, la « double voie » du PCF est un concept qui a été démenti par les documents des archives de Moscou et il décrit Thorez comme un exécutant des ordres que lui a impartis le PCUS, pas seulement pendant la période de son analyse, mais aussi avant et après (Courtois, 1997 : 149-154).

Le travail de Gibiansky, qui concerne la question de Trieste chez les communistes italiens et yougoslaves, décrit les difficultés de Togliatti dans la synthèse entre les directives de PCUS sur la question et la nécessité de sauvegarder les positions acquises par le PCI sur la scène politique nationale. Le PCI, à partir de l'année 1943, a toujours proclamé la nécessité que les territoires de la Venezia Giulia et de la ville de Trieste soient assignés à la Yougoslavie. Mais cette solution aurait pu provoquer de fortes répercussions négatives pour le PCI, car ses adversaires politiques utilisaient la question pour délégitimer le parti de Togliatti. Gibiansky explique comment, à partir de l'année 1944, Togliatti communique avec Moscou à propos des conséquences dangereuses que la question de Trieste pourrait avoir pour le PCI et sur la nécessité de trouver une solution pour la Yougoslavie (Gibiansky, 1997 : 191-192). Dans un premier temps, Togliatti essaie de repousser la solution de la querelle, mais l'occupation de la ville par les troupes de Tito change la situation. Selon Gibiansky, l'URSS appuie la position de la Yougoslavie et, à ce point, Togliatti propose une solution – un accord sur le statut de ville libre pour Trieste pendant deux ou trois ans et un référendum populaire successif pour sa définitive assignation – ce qui pour Gibiansky est un moyen de sauver les apparences, mais qui de facto appuie le passage de Trieste à la Yougoslavie (Gibiansky, 1997 : 201-202). Pour Gibiansky, cette démarche prouverait la totale subordination du PCI aux positions de Moscou.

La question de Trieste a aussi été analysée en détail dans le livre d'Elena Aga Rossi et Victor Zaslavsky, Staline et Togliatti, *Italy and the Origins of the Cold War* qui est sorti dans sa version originale en italien en 1997. Dans ce livre, les deux auteurs contestent « le mythe persistant de l'historiographie à orientation marxiste » qui interprétait « l'histoire du PCI comme l'histoire d'un parti qui développait progressivement son indépendance de Moscou » (Guiat, 2003 : 22). L'analyse de la question de Trieste est un

des points clés dans la thèse de la complète subordination de Togliatti aux directives de Moscou.

Si on analyse l'historiographie, il y a une importante considération à faire : l'école kreigeliennne, en contestant l'autonomie des deux partis communistes occidentaux par rapport à Moscou, appuie ses thèses sur les événements qui se sont produits avant le rapport Jdanov de 1947.

#### **4. Le début de la Guerre froide : le rapport Jdanov et l'affirmation du tournant internationaliste**

Il faut se rappeler que le PCI et le PCF, dans la période entre la fin de la Deuxième Guerre mondiale et le début de la guerre froide, avaient bénéficié d'une relative autonomie par rapport à Moscou comme on peut constater aussi dans l'étude de Lazar (Lazar, 1999). Après la Résistance, les deux partis communistes avaient fait partie des gouvernements nationaux et la perception générale de leurs cadres dirigeants était celle d'une progressive intégration des deux partis dans les mécanismes de la démocratie électorale : l'option révolutionnaire, même si encore présente dans le bagage idéologique des deux partis, n'était pas admise comme route politique praticable (Guiso, 2006 : 76).

Les deux partis communistes étaient, en effet, parmi les protagonistes de la rédaction des constitutions française et italienne. En particulier, en Italie (Guerrieri, 1995 : 866), puisque les cadres du parti percevaient le péril de l'impérialisme américain, leur politique était de refuser l'enfermement du pays dans une logique des blocs géopolitiques (Galante, 1973 : 27-28). Mais après le début de la guerre froide, la situation a rapidement changé et dans un délai de quelques mois, les deux partis communistes ont été expulsés des gouvernements nationaux. La perception du changement n'était cependant pas immédiate. La fin de la « grande alliance » était perçue comme un passage temporaire dans le PCF et PCI et les deux partis avaient l'espoir de rentrer dans les plus brefs délais dans les gouvernements nationaux (Galante, 1986 : 194).

La date précise du changement dans les politiques des deux pays a souvent été attribuée à la conférence de formation du Kominform du 22 au 27 septembre 1947. La réunion de la constitution du Kominform, à laquelle participaient tous les partis communistes de l'Europe de l'Est, avait comme uniques représentants des pays de l'Europe de l'Ouest, le PCF et le PCI. Lors de cet événement, le communiste yougoslave Eduard Kardelj et le Hongrois Mihali Farkas ont durement attaqué les dirigeants communistes italiens, les accusant d'avoir commis plusieurs erreurs durant la période précédente, y compris le fait de n'avoir pas saisi le caractère définitif de leur expulsion des gouvernements nationaux et de ne pas avoir élaboré une politique internationale valide (Galante, 1991 : 78-79).

Le rapport Jdanov a été la synthèse de ce changement de stratégie chez les communistes et il contenait aussi les critiques précédemment énoncées. En effet, on peut identifier deux passages importants dans le conditionnement de la politique du PCF et du

PCI aux nouveaux enjeux géopolitiques: la dénonciation d'un changement d'équilibre du pouvoir provoqué par les nouvelles positions de la politique étrangère des États-Unis, ainsi qu'un résumé très clair des erreurs commises par le PCI et PCF pendant les crises gouvernementales de 1947, en particulier quant à leurs positions face au plan Marshall (Galante, 1991 : 89-92). Dans le rapport Jdanov, on peut voir une réaffirmation du caractère international du communisme : avec la fondation du Kominform, les aspects nationaux de la politique de chaque pays, même si respectés, peuvent être subordonnés à des priorités communes à tous les partis communistes.

Cet aspect émerge très clairement dans la critique menée par Jdanov : parmi les nombreuses erreurs commises par le PCF et le PCI après le changement de la situation internationale, le délégué soviétique en remarque une en particulier, qui est d'avoir jugé leur expulsion des gouvernements nationaux comme un événement normal de politique intérieure et de n'avoir pas compris les enjeux internationaux associés à leurs expulsions. L'impérialisme américain, masqué sous la forme du plan Marshall, aurait eu comme conséquence la perte de la souveraineté nationale. L'expulsion des deux partis communistes des gouvernements nationaux aurait ainsi été causée par une ingérence américaine. Le PCF et le PCI, au lieu de dénoncer ce danger pour la souveraineté des pays, ont perçu l'événement comme un fait propre à la politique intérieure des pays (Galante, 1991 : 89-92). Le Rapport Jdanov marque ainsi un tournant dans les politiques des partis communistes français et italien : l'abandon d'une position basculant entre l'appui à l'Union soviétique et la neutralité au profit d'une position plus nette en faveur de l'Union soviétique dans la nouvelle situation géopolitique.

À ce point une réflexion s'impose : avec l'affirmation de la prééminence des intérêts géopolitiques de l'Union soviétique, en dépit de la dimension nationale du PCI et du PCF, on s'attendrait à voir, dans l'historiographie, le rapport Jdanov au centre de cette réflexion. Il devrait être le point clé pour valider ou contester la théorie de l'asservissement complet de deux partis communistes occidentaux aux directives de Moscou. En réalité, comme on l'a remarqué dans les interprétations des historiens précédemment abordées, le débat historiographique, indépendamment de l'angle d'analyse qui a été développé, n'a pas mis le rapport Jdanov comme point central. Au contraire, ce rapport a plutôt été utilisé comme un élément de support utile pour appuyer les hypothèses historiographiques. Dans le cas de l'historiographie du PCI et du PCF qui théorise une dépendance face au PCUS, le rapport Jdanov est souvent vu comme un passage ultérieur vers une tendance déjà établie par des événements précédents. Au contraire, le courant qui théorise l'autonomie des deux partis face au PCUS met l'accent sur leurs dimensions nationales. Selon cette tendance, même si les nouvelles lignes guides du Parti communiste soviétique n'offraient théoriquement pas d'autres options que de proclamer sa fidélité à Staline, le PCI et le PCF ont été capables d'évaluer et de gérer les particularités nationales en dépit de la rigidité des directives soviétiques (Guiso, 2006 : 35).

Mais si l'aspect « international » était déjà établi avant le rapport Jdanov, pourquoi les deux partis communistes ont été la cible des partis « frères » d'Europe de l'Est et pourquoi la critique la plus récurrente a été d'avoir jugé des événements de politique internationale depuis une clé de lecture de politique intérieure (nationale) ? Cette incohérence nous mène à une considération à plus grande échelle : en dépit de la nuance avec laquelle on devrait traiter l'interaction entre les aspects « national » et « international », les historiens des deux partis se penchent surtout sur l'analyse d'une tendance sur la longue durée qui vise à définir et démontrer la prévalence de l'aspect national ou international sur le long terme, mais à travers des cas d'études limités dans les temps.

L'approche historique dans ces micro-analyses des deux aspects est donc marquée par deux éléments : la conflictualité et l'exclusivité, car l'un des deux aspects doit prévaloir sur l'autre afin d'appuyer les hypothèses présentées par les historiens. De plus, la tendance à long terme a été souvent présentée comme un facteur immuable, comme si la démonstration de l'aspect national ou international dans un cas d'étude spécifique justifiait la théorie de l'affirmation de l'un de ces deux aspects sur une échelle spatio-temporelle bien plus étendue.

## 5. L'Internationale et la dimension nationale : nuances dans les interprétations historiographiques

Après avoir abordé les courants historiographiques concernant les deux partis et avoir réfléchi sur le rapport Jdanov plusieurs questions se posent. Premièrement, comme on l'a déjà mentionné précédemment, si le PCI et le PCF étaient déjà subordonnés aux directives soviétiques, alors pourquoi ceux-ci ont-ils été attaqués avec virulence pour leur politique pendant la réunion de formation du Kominform ? Évidemment, pour Moscou, les deux partis développaient des lignes politiques qui différaient des positions du PCUS. Le point important est d'établir si le PCF et PCI ont suivi cette ligne politique en raison d'un manque de communication avec Moscou, ou pour des besoins liés à leur politique domestique. Dans cette optique, une approche plus globale et moins limitée à un cadre conflictuel de lecture (dépendance ou autonomie de Moscou) aiderait à la compréhension de ce phénomène complexe.

Deuxièmement, il faut souligner un caractère distinctif de ces deux partis communistes par rapport à leurs « frères » de l'Europe de l'Est. Le fait d'être à l'intérieur de la sphère d'influence occidentale avait comme conséquence que les intérêts géopolitiques de l'URSS étaient beaucoup moins assurés qu'en Europe de l'Est. Donc, même si l'on prend en considération l'hypothèse d'une subordination complète des deux partis à Moscou, les impacts géopolitiques réduits de l'URSS en Europe occidentale pouvaient laisser une relative autonomie décisionnelle dans les stratégies de ces deux partis communistes.

Il faut aussi tenir compte d'un autre facteur : l'horizon temporel sur lequel les historiens de l'école kriegelienne appuient leurs analyses est d'une courte durée. Toutes les

thèses des historiens qui veulent prouver l'internationalisme du PCI et du PCF et donc leur dépendance envers Moscou couvrent la période entre la Résistance et les années qui lui succèdent. L'analyse vise surtout à établir une telle dépendance, mais les conclusions tirées sont appliquées à un champ temporel bien plus étendu sans néanmoins être accompagnées d'un cadre d'analyse correspondant. Une fois établie, la dépendance du PCF et du PCI envers Moscou est prise comme un élément immuable et vue comme le *deus ex machina* de toutes les interactions futures des deux partis. Une telle approche néglige de considérer dans un cadre global tous les éléments de continuité ou de discontinuité de cette hypothèse, qui, une fois pris en compte, donnent un tableau bien plus nuancé qu'une simple chaîne d'exécution d'ordres allant du PCUS vers le PCI et le PCF.

Il faudrait donc sortir de la dichotomie nationale-internationale et essayer de donner une vue d'ensemble de ces deux angles d'interprétation. Ils sont reliés et ne devraient être traités ni dans une dimension d'interaction unidimensionnelle, avec l'internationalisme des deux partis qui conditionne leurs stratégies, ni comme un pilier immuable dans la politique de ces deux partis communistes. En effet, une approche plus dynamique et moins appositive aiderait à mieux comprendre les dynamiques politiques de longue durée.

De plus, dans cette vision d'opposition, l'internationalisme prend une connotation fondamentalement négative : l'école de pensée qui présente le PCI et le PCF comme deux partis autonomes face à Moscou tend à nier leur dimension internationale et de dépendance, en appuyant leur analyse sur l'enracinement des deux partis dans l'arène politique nationale et dans le tissu social du pays. En revanche, l'école kreigelienne tend à mettre au premier plan l'aspect de l'internationalisme. Même si elle prend en considération les dynamiques et les spécificités domestiques, dans sa clé de lecture, celles-ci sont toujours subordonnées aux nécessités géopolitiques de Moscou.

En réalité, la frontière entre les sphères nationale et internationale est bien moins définie qu'on le pense. Premièrement, les deux partis communistes agissent dans la sphère d'influence américaine, donc plusieurs de leurs politiques se manifestent dans ce double aspect : aux critiques de leur dépendance par rapport à Moscou, ils sont capables d'opposer la problématique d'une influence étrangère sur le sol national. Ils sont fidèles à Moscou, certainement, mais ils peuvent argumenter que ce n'est pas l'URSS qui veut implanter son hégémonie en France et en Italie, mais plutôt les États-Unis. Dans ce contexte il faut se rappeler que les moyens et les symboles que le PCF et le PCI utilisaient sont surtout nationaux. Les deux partis s'inspirent du modèle et mythe soviétiques, mais l'URSS est présentée surtout comme un pays qui subit l'encerclement du monde capitaliste.

## 6. Un exemple de l'interaction entre l'international et le national : l'utilisation des symboles nationaux dans les politiques des deux partis

Les deux partis ont fait une abondante utilisation de la Résistance, l'un des symboles nationaux les plus significatifs de leur politique au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Dans le cas du PCF, l'utilisation de la Résistance comme symbole a été plus compliquée que pour le PCI. Les communistes français avaient deux problèmes fondamentaux vis-à-vis de la Résistance. Le premier était la gestion des « années noires » c'est-à-dire la justification de la politique du PCF entre 1939 et 1941 avant l'invasion allemande de l'URSS. À cause du pacte de non-agression Ribbentrop-Molotov, le PCF n'avait pas pris une orientation antifasciste, mais plutôt une position de condamnation de la guerre en général (Colozza, 2008 : 234). Le deuxième problème était la « paternité » de la résistance. Elle a toujours été mise en question par la présence du Général de Gaulle. On a toujours parlé d'une Résistance intérieure, menée par le PCF, et une Résistance extérieure, qui considérait de Gaulle comme personnalité de référence. Le PCF, pour pouvoir s'appropriier le symbole de la Résistance, a constamment réduit la Résistance extérieure à un phénomène de second ordre. Par contre, dans le cas du PCI, l'utilisation de la Résistance comme symbole a un caractère très marqué par la compétition politique à partir de 1947. Le PCI a été capable de s'approprier la commémoration du 25 avril pour s'affirmer comme le gardien de l'esprit de la Résistance. Ayant réussi dans cette opération, il a été capable d'utiliser un autre symbole national, cette fois négatif, le fascisme, pour contester et discréditer son adversaire politique, la *Democrazia Cristiana*. Et l'interprétation « fasciste » de la politique gouvernementale du DC a été un thème récurrent du symbolisme du PCI aussi dans les années suivantes (Mariuzzo, 2010 : 105).

Pendant le XI<sup>e</sup> congrès qui s'est tenu à Strasbourg en juin 1947, on voit clairement l'acquisition des symboles nationaux dans la politique coloniale par le PCF. Thorez, en effet, avait annoncé que « notre parti était conscient de ses responsabilités et de ses devoirs vers la France et l'Union française » (Ruscio, 2005 : 170). Cette nouvelle approche du PCF à l'égard de la question coloniale doit attendre plus que deux ans pour être concrètement appliquée. L'occasion est donnée par la guerre du Vietnam, qui, dans l'Humanité en septembre 1949, est décrite par J. Guillon comme contraire « à l'intérêt national de la France » et comme « une guerre de reconquête coloniale au profit de l'impérialisme américain » (Ruscio, 2005 : 170). Ici on voit clairement le changement d'éléments symboliques utilisés par le PCF : l'aspect national remplace l'international et vice-versa, mais le caractère positif ou négatif des deux éléments change. En effet, l'intérêt national de la France prend la place de la solidarité internationale avec la révolution coloniale et l'impérialisme américain prend la place de l'impérialisme français dans les colonies (Ruscio, 2005 : 170-171).

Mais l'utilisation des symboles nationaux, en plus d'influencer et de servir la politique nationale des deux partis, a aussi subi l'influence de l'internationalisme. La lutte pour la paix, qui a été engagée sous les directives de Moscou, a modifié et conditionné l'utilisation de symboles nationaux. On voit dans ce moment particulier les différences entre les deux partis : le caractère conflictuel de la Résistance française a eu comme résultat que le PCF a progressivement diminué la valeur symbolique de la résistance, qui, même s'elle est demeurée un symbole important, a assumé un caractère moins ancré dans la dimension nationale. La glorification de ce moment historique a également été étendue aux expériences des pays de l'Est et associée à la mission salvatrice de l'Armée rouge (Colozza, 2008 : 237).

Cette progressive internationalisation du symbole de la Résistance et la création de cette liaison avec l'Armée rouge - et donc avec le communisme soviétique - a produit des effets visibles pendant la campagne d'opposition du PCF aux modifications prévues par le projet de la Loi électorale de 1951, qui voulait abroger le principe de la représentativité proportionnelle pour pénaliser le PCF et assurer à la troisième force, composée par les socialistes, les chrétiens-démocrates et les radicaux, une majorité confortable. Dans sa campagne d'opposition à ce projet de loi, le PCF ne fut pas capable de connecter le concept de la Résistance à la défense de la constitution républicaine. Sauf pour quelques allusions à l'Article 3 de la constitution, pendant la campagne d'opposition du PCF, les références aux valeurs de la constitution étaient absentes. Et dans les cas où le PCF mettait l'accent sur les valeurs constitutionnelles, il se référait à la « démocratie soviétique » en contraste avec « la démocratie bourgeoise », et faisait l'éloge du scrutin soviétique du 18 février 1951 contre le « monstre électoral » français (Colozza, 2008 : 238).

Le PCI a affronté un problème similaire au cours des années 1952-1953 avec la même attitude que le PCF, mais avec des méthodes et des résultats différents. Le Parti communiste italien, en effet, a été capable de lier le symbole de la résistance à la constitution nationale. Immédiatement après les premiers signaux d'une réforme de la loi électorale, appelée « Legge truffa » et qui avait le même contenu que la réforme française, le PCI s'était déclaré contraire à travers les mots de son leader syndical De Vittorio. Il a comparé « la Legge truffa à la Legge Acerbo du 1924 » de la période mussolinienne et il affirmait que « toutes les lois qui s'inspirent de la loi Acerbo constituent un attentat à la démocratie » (Colozza, 2008 : 239). Le projet a été ensuite défini comme un attentat à la constitution. Dans la période suivante, entre l'automne 1952 et le printemps 1953, les arguments de l'internationalisme ont aussi pris une place dans la campagne d'opposition du PCI à la « Legge truffa ». Palmiro Togliatti avait proposé de lier la campagne d'opposition à d'autres objectifs, dont la lutte contre l'occupation américaine et la défense de la paix, et d'exalter les réalisations soviétiques et celles des démocraties populaires (Colozza, 2008 : 242).

Dans la presse d'orientation « résistante », on trouve aussi des références concernant la « Legge truffa » et les enjeux géopolitiques, mais l'aspect de l'internationalisme, n'a pas, dans le cas italien, pris le dessus sur les symboles nationaux comme dans le cas du

PCF. En effet, en avril 1953, l'anniversaire de la libération a été l'occasion de synthétiser avec clarté le sens du symbolisme républicain du PCI. *L'Unità* du 25 avril exhortait à s'opposer au projet de la *Democrazia Cristiana* contre la Résistance et la Constitution, en célébrant la libération avec ses idéaux de paix et de progrès. De plus, en vue des élections du 7 juin où la « Legge truffa » aurait été en vigueur, le PCI, à l'opposé de la *Democrazia Cristiana*, présentait dans les collèges électoraux 534 héros des libertés, partisans de la Résistance ou antifascistes (Colozza, 2008 : 242). Cette campagne d'opposition a été aussi efficace que pendant les élections du 7 juin, mais la coalition de la DC n'arriva pas à atteindre le nombre de votes nécessaire pour avoir la majorité prévue par la « Legge truffa ». C'est ainsi que « la victoire de l'antifascisme et de l'esprit de la Résistance » a été célébrée par l'ANPI (Association nationale des partisans italiens) dans un communiqué de presse qui était une parfaite synthèse du patriotisme « constitutionnel-résistant » : « Vive la constitution ! Avec ce slogan la résistance italienne célèbre la victoire de ces groupes de partis qui, en suivant la même route des patriotes morts sur-le-champ de bataille, ont empêché la naissance d'une nouvelle dictature, en empêchant le parti clérical (la *Democrazia Cristiana*) de violer les libertés constitutionnelles républicaines » (Colozza, 2008 : 243).

## Conclusion

Après avoir offert une réflexion sur les concepts d'international et de national dans les expériences du PCF et du PCI, plusieurs considérations s'imposent : pour commencer, le débat historiographique, dans le cas de deux partis, mais dans une plus grande mesure pour le PCF, a été influencé par une optique d'opposition, entre les historiens qui appuient la thèse d'une relative indépendance des deux partis communistes de Moscou, et la faction opposée, selon laquelle le PCF et le PCI étaient des exécutants fidèles des ordres du PCUS.

En réalité les composantes « nationale » et « internationale » devraient être abordées avec une approche plus neutre. Premièrement, le phénomène devrait être analysé selon une approche « globale », où les composantes nationale et internationale s'influencent l'une et l'autre. Ensuite, si un cas d'analyse permet d'établir la prédominance d'un facteur sur l'autre, ce constat ne doit pas être vu comme immuable, mais comme limité au cas-même. En réalité, l'approche globale avec la prise en considération des éléments « national » et « international » comme deux éléments qui s'influencent l'un avec l'autre serait plus utile pour nous amener à une analyse plus sereine et qui sort de cette logique d'opposition.

Pour être capable de développer une analyse non conflictuelle il faudrait sortir des interprétations historiques à grande échelle, surtout dans le cas du PCF et du PCI dont les particularités et les politiques sont en continuel changement. Plutôt que d'avoir comme but ultime l'établissement d'une dominance des éléments « national » ou « international » sur la longue durée, il faudrait analyser l'interdépendance et l'influence

que les deux aspects exercent dans les choix décisionnels et politiques des deux partis dans des cas d'études spécifiques, préférablement comparatifs. L'intérêt des historiens devrait être focalisé davantage sur les raisons qui causent l'affirmation des éléments « national » ou « international » et leur interaction dans un cas d'étude spécifique, que sur l'idée de poursuivre un cadre général dans le but ultime de montrer quel élément domine sur l'autre : dans la recherche de la tendance générale il y a en effet le risque de perdre la subtilité de l'interaction des deux éléments. Pour être capable de développer ce cadre plus neutre et minutieux, il faudrait s'appuyer, dans l'analyse de cas d'études spécifiques, sur une utilisation minutieuse des sources d'archives en laissant place à l'interprétation ou à la spéculation seulement dans le cas où certains sujets d'intérêt ne seraient pas couverts par les sources d'archives. L'analyse de l'utilisation des symboles nationaux dans les batailles politiques de l'après-Deuxième Guerre mondiale est un exemple évident de la valeur de cette approche d'ensemble qui considère à la fois des éléments du « national » et de « l'international » dans le cas de ces deux partis communistes occidentaux.

### Bibliographie

- BECKER J. J. (1981), *Le Parti communiste veut-il prendre le pouvoir ? : la stratégie du PCF de 1930 à nos jours*, Paris, Seuil.
- BUTON P. (1997), « Il PCF e la partecipazione governativa (1945-1947) », in E. AGA ROSSI, G. QUAGLIARIELLO (dir.), *L'altra faccia della luna: i rapporti tra PCI, PCF e Unione Sovietica*, Bologna, Mulino, (« temi e discussioni »), p. 157-172.
- CLAUDIN F. (1970), *La crisis del movimiento comunista*, Paris, Ruedo Iberico.
- COLOZZA R. (2008), *Repubbliche rosse: i simboli nazionali del Pci e del Pcf, 1944-1953*, Bologne, CLUEB.
- COMITE CENTRAL DU PC DE L'URSS (1949), *Histoire du Parti communiste /bolchévik/ de l'U.R.S.S. : Précis rédigé par une commission du Comité central du P.C. de l'U.R.S.S.*, Moscou, Editions en langues étrangères.
- COURTOIS S. (1980), *Le PCF dans la guerre : De Gaulle, la résistance, Staline*, Paris, Ramsay.
- COURTOIS S. (1997), « Il pcf e lotta per il potere durante la resistenza e alla liberazione », in E. AGA ROSSI, G. QUAGLIARIELLO, (dir.), *L'altra faccia della luna: i rapporti tra PCI, PCF e Unione Sovietica*, Bologna, Mulino, (« temi e discussioni »), p. 127-159.
- COURTOIS S. (2007), *Dictionnaire du communisme*, Paris, Larousse.
- GALANTE S. (1973), *La politica del PCI e il Patto Atlantico: "Rinascita" 1946-49*, Padova, Marsilio Editori.

- GALANTE S. (1986), « The genesis of political impotence. Italy's mass political parties in the years between the great alliance and the cold war », in J. BECKER, F. KNIPPINGN, (dir.), *Power in Europe? Great Britain, France, Germany and Italy in a Post War World 1945-50*, Berlin, Walter de Gruyter, p. 185-208.
- GALANTE S. (1991), *L'autonomia possibile: il PCI del dopoguerra tra politica estera e politica interna*, Milano, Ponte alle Grazie.
- GIBIANSKY L. (1997), « La questione di Trieste tra i comunisti italiani e jugoslavi », in E. AGA ROSSI, G. QUAGLIARIELLO (dir.), *L'altra faccia della luna: i rapporti tra PCI, PCF e Unione Sovietica*, Bologna, Mulino, (« temi e discussioni »), p. 173-208.
- GROPPO B. (2013), « Historiens et historiographie du communisme en Italie », *revista izquirdas*, (en ligne), n° 15, p. 170-192.
- GROPPO B., PUDAL B. (2000), « Historiographie des communismes français et italien », in M. DREYFUA, B. GROppo, C. S. INGERFLOM, R. LEW, C. PENNETIER, B. PUDAL, S. WOLIKOW, (dir.), *Le siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, p. 289-300.
- GUERRIERI S. (1995), « Le idee costituzionali del Pcf e del Pci all'indomani della Liberazione », *Studi Storici*, vol. 36, n° 4, p. 863-882.
- GUIAT C. (2003), *The French and Italian Communist Parties: Comrades and Culture*, London, Frank Cass.
- GUISSO A. (2006), *La colomba e la spada : "lotta per la pace" e antiamericanismo nella politica del Partito comunista italiano (1949-1954)*, Soveria Mannelli, Rubbettino.
- KRIEDEL A. (1970), *Les Communistes français, essai d'ethnographie politique*, Paris, Éd. du Seuil.
- LAZAR M. (1997), « La strategia del PCF e del PCI dal 1944 al 1947: acquisizione della ricerca e problemi irrisolti », in E. AGA ROSSI, G. QUAGLIARIELLO (dir.), *L'altra faccia della luna: i rapporti tra PCI, PCF e Unione Sovietica*, Bologna, Mulino, (« temi e discussioni »), p. 79-100.
- LAZAR M. (1999), « Chapitre 16, Communisme français et communisme international », in S. BERSTEIN, (dir.), *L'année 1947*, Paris, Presses de Sciences Po (PFNSP), p. 357-372.
- MARIUZZO A. (2010), *Divergenze parallele: comunismo e anticomunismo alle origini del linguaggio politico dell'Italia repubblicana, 1945-1953*, Soveria Mannelli, Rubbettino.
- MEDVEDEV R. A. (1972), *Le stalinisme : origines, histoire, conséquences*, Paris, Éd. du Seuil.
- NARINSKY M. (1997), « La politica estera sovietica verso l'Europa occidentale (1941-1945) », in E. AGA ROSSI, G. QUAGLIARIELLO (dir.), *L'altra faccia della luna: i rapporti tra PCI, PCF e Unione Sovietica*, Bologna, Mulino, (« temi e discussioni »), p. 29-50.

- QUAGLIARIELLO G. (1997), « La transizione della democrazia in Italia e in Francia », in E. AGA ROSSI, G. QUAGLIARIELLO, (dir.), *L'altra faccia della luna: i rapporti tra PCI, PCF e Unione Sovietica*, Bologna, Mulino, (« temi e discussioni »), p. 51-78.
- AGA ROSSI E., QUAGLIARIELLO G. (1997), *L'altra faccia della luna: i rapporti tra PCI, PCF e Unione Sovietica*, Bologna, Mulino, (« temi e discussioni »).
- Ruscio A. (2005), *La question coloniale dans l'Humanité (1904-2004)*, Paris, La Dispute.
- SOUVARINE B. (1972), *Le stalinisme : ignominie de Staline*, Paris, R. Lefevre.
- SPRIANO P. (1967-75), *Storia del Partito comunista italiano*, Torino, Einaudi, vol. 1-5.
- TASCA A. (1951). *Les communistes français pendant la drôle de guerre*, Paris, (s.l.).
- TOGLIATTI P., RAGONERI E., GRUPPI L. (1967-1973), *Opere*, Roma, Editori riuniti, vol. 1-3.